

Assemblée nationale/Déclaration de politique générale du Premier ministre **Issoze Ngondet déterminé à matérialiser " la troisième étape de l'histoire de notre pays "**

J.K.M
Libreville/Gabon

Il s'agit d'une ère de développement économique subordonnée à l'accélération de la mise en œuvre du Plan stratégique Gabon émergent (PSGE).

DANS son allocution à forte tonalité économique (lire par ailleurs), le chef du gouvernement a indiqué que notre pays entamait la "troisième étape de son histoire. Celle du développement économique, pour que le progrès profite à tous grâce à un État démocratique". D'où l'objectif de son équipe de matérialiser cette ambition tout en prenant en compte les enjeux liés à la protection de l'environnement, la révolution énergétique, l'éducation, la préservation de la stabilité politique, etc. Pour y arriver, Franck-Emmanuel Issoze Ngondet entend "accélérer le rythme de la mise en œuvre du Plan stratégique Gabon émergent (PSGE)". Pour ce faire, sur le plan politique, a-t-il avancé, l'engagement majeur est de "renforcer notre jeune démocratie à travers la consolidation de l'État de droit et la préservation de la paix dans notre

pays". Ce, d'autant plus que les récentes violences post-électorales prouvent à suffisance que "notre démocratie est souvent exposée à des menaces en tous genres".

D'où son vibrant hommage à tous "ceux qui ont donné de leur vie pour que la démocratie soit protégée le 31 août dernier". Et son invite aux acteurs politiques de tous bords à participer au dialogue politique national sans tabou prôné par chef de l'État dont les consultations officielles, a-t-il précisé, devraient débiter lundi prochain.

Au-delà, conscient de l'émergence sur la scène politique nationale de la société civile, des femmes et des jeunes, le Premier ministre a évoqué la nécessité de tenir compte "dans la gouvernance de nos institutions, de cette nouvelle donne et de cette demande réelle de plus de démocratie citoyenne". Tout en s'engageant, dans la droite ligne des exigences inhérentes à la Décennie de la femme, d'œuvrer davantage au processus d'autonomisation des Gabonaises et en prenant des initiatives hardies, afin d'assurer la pleine application de la loi relative à la décentralisation.

Sur le plan économique, la



Photo : BANDOMA

Le chef du gouvernement, Emmanuel Issoze Ngondet, déterminé à relever de nombreux défis.

bataille pour l'emploi demeure l'une des principales préoccupations du gouvernement, a fait savoir le Premier ministre. Dans un contexte économique marqué par la chute du baril du pétrole et la diminution significative des ressources budgétaires, sa tâche n'est pas des plus aisées. D'autant plus que, a-t-il précisé, cette année, comparativement à la loi de Finances, le budget risque de connaître un déséquilibre de l'ordre de 410,8 milliards de nos francs et l'encours de la dette publique s'établirait

à 3 160,1 milliards. Soit un taux d'endettement de l'ordre de 39,4% (hors avances consenties par la Banque centrale). **AMBITIEUX PROGRAMME** • Pour autant, a-t-il poursuivi, la croissance s'établirait à plus de 2,9% et notre "économie a renforcé sa résilience face aux chocs exogènes". C'est dans cette perspective qu'il a annoncé l'adoption prochaine, par le gouvernement, d'un plan de relance économique assis sur des réformes fiscales et budgétaires. Tout en initiant une démarche

d'investissement articulée autour de l'entreprise privée, la promotion des partenariats publics-privés, la poursuite de la mise en œuvre de la Budgétisation par objectifs de programmes (Bop), la maîtrise de la dépense publique, la revalorisation des secteurs hors pétrole, la lutte contre la corruption, la lutte contre la vie chère, la maîtrise de la masse salariale, etc. Tout ceci adossé à un audit des différentes Agences, l'intensification du rythme de construction des infrastructures routières, la

promotion de l'entrepreneuriat, la mise en place des pôles de développement tel que défini dans le cadre de la Stratégie nationale d'industrialisation, l'augmentation de la production énergétique. Non sans ajouter la finalisation rapide des travaux d'extension du port d'Owendo, la mobilisation des ressources à la structuration et au développement des projets de Belinga et Maboumine, la lutte contre le braconnage, l'amélioration de l'offre et la qualité des soins, etc.

Saluant les initiatives de son prédécesseur, il s'est engagé à "insérer une norme égalité des chances dans les politiques publiques, à lancer un ambitieux programme national pluriannuel de gabonisation des postes dans le secteur pétrolier et d'encourager l'entrepreneuriat national dans la sous-traitance pétrolière". Dans tous les cas, a-t-il laissé entendre, "l'apaisement du climat politique, l'amélioration de la conjoncture économique et sociale, le renforcement de notre démocratie sont les fils conducteurs de mon action et celle du président de la République".